

Un festival de propagande israélienne annulé dans une université française

Par Ali Abunimah, Electronic Intifada

Les militants célèbrent une victoire pour les droits des Palestiniens après qu'un festival faisant la promotion d'Israël ait été annulé à l'université de Lille, dans le nord de la France, la semaine dernière.

Pendant ce temps, le gouvernement continue d'être complice des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, qu'il prétend dénoncer.

Le festival [Escale en Israël](#) devait se dérouler du 14 au 17 Février, avec des conférences, de la musique, des films, des dégustations de vins et de gastronomie. Il était sponsorisé par l'université et plusieurs entreprises privées.

Lille | L'Université Lille 1 dit non à l'apartheid israélien !

Le festival « Escale en Israël », en lien avec l'Institut Français et sa « Saison croisée France-Israël », a été annulé suite aux protestations écrites et à l'intervention des militants. <https://t.co/ghSk2yJBtS> pic.twitter.com/t7Tpa5UbUK

– BDS France (@Campagnebds) [17 février 2018](#)

En apparence organisé par des étudiants de commerce de l'université, le festival faisait aussi [partie](#) de la [Saison France-Israël 2018](#), une série d'évènements de propagande

soutenu par l'Institut Français, la branche culturelle du gouvernement français à l'international, en collaboration avec Israël.

La Saison France-Israël a pour objectif de célébrer les 70 ans du nettoyage ethnique de la Palestine en 1948, qui servit à créer « l'état juif » sur les ruines des vies, des villages et des villes des Palestiniens.

La branche locale de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) [a écrit](#) au président de l'université pour [demander](#) l'annulation du festival Escale en Israël.

L'association écrit que "bien qu'il prétend avoir lieu à des fins culturelles," le festival "masquerait les crimes régulièrement commis par cet état colonial, à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza ou à l'intérieur même d'Israël."

Deux professeurs ont également [écrit](#) au président, exhortant l'université d'annuler un festival qui a pour objectif de "blanchir la politique israélienne d'apartheid et de colonisation."

L'AFPS [a appelé à manifester](#) sur le campus le soir où le festival devait commencer.

Des militants [sont venus](#) avec des drapeaux palestiniens et des posters demandant la libération d'Ahed Tamimi, l'adolescente victime d'un simulacre de procès par les autorités militaires israéliennes pour avoir giflé et bousculé des soldats d'occupation lourdement armés après que l'un d'entre eux ait tiré sur son cousin, à la tête.

D'autres [tenaient des posters](#) soutenant Salah Hamouri, le défenseur franco-palestinien des droits humains qui est [emprisonné par Israël](#) sans charge ni procès depuis le mois d'Août.

Réalisant qu'ils faisaient face à une opposition déterminée de

défenseurs des droits humains, les organisateurs du festival décidèrent d'y mettre fin.

“Les manifestants nous ont dit qu'ils viendraient protester à chacun de nos événements, alors nous avons décidé d'arrêter,” a [déclaré à la presse](#) Gaëlle Robin, une étudiante en marketing qui avait aidé à l'organisation du festival pro-israélien. “Nous ne voulions pas créer plus de polémique à ce sujet.”

BDS France, un groupe militant qui soutient la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions pour les droits des Palestiniens, [a qualifié](#) l'annulation “de belle victoire contre la normalisation de l'apartheid israélien.”

La colère de l'ambassade israélienne

L'ambassadrice d'Israël à Paris, Aliza Bin Noun, a exprimé son indignation et a demandé la condamnation par les dirigeants français des étudiants et des professeurs qui soutiennent les droits des Palestiniens.

Dans [une lettre ouverte](#) au président de l'université de Lille, Mme Bin Noun affirme que le mouvement BDS est illégal en France et que l'annulation “nourrit l'incitation à la violence et à la haine d'Israël.”

La demande de Mme Bin Noun aux autorités est compréhensible puisqu'il semblerait qu'en France, comme dans d'autres pays, les jeunes gens sont bien plus ouverts aux droits des Palestiniens que les élites de l'état, alignées sur Israël.

Mme Bin Noun le sait pour s'y être confrontée : en Mars dernier une grande partie des étudiants de la prestigieuse université de Sciences Po Rennes ont [quitté leur amphi](#) alors que l'ambassadrice donnait une conférence sur leur campus, scandant “Liberté pour la Palestine.”

L'assureur contesté

Un autre signe qui montre que les militants français ne se

laissent pas museler par la main de fer des autorités est qu'ils [ont manifesté](#) dans une dizaine de villes plus tôt ce mois-ci devant les bureaux du géant de l'assurance basé en France, AXA.

Ceci fait [partie d'une campagne en cours](#) pour exiger de l'entreprise qu'elle se retire des banques israéliennes qui sont impliquées dans la construction des colonies illégales israéliennes sur les terres palestiniennes occupées.

Le soutien de la France à l'économie des colonies israéliennes

Alors que les défenseurs des droits humains en France continuent de dénoncer la complicité de leur pays avec le régime d'occupation et de colonisation d'Israël, leurs dirigeants continuent de la renforcer.

Ce mois-ci, l'ambassade de France à Tel-Aviv s'est encore une fois associée à la chaîne de supermarchés Shufersal dans le cadre de la semaine "So French So Food", une "[célébration](#)" de la gastronomie en Israël, soutenue par le gouvernement français.

Les magasins Shufersal mettent en vue des produits français, soulignant bien que la promotion est "en coopération avec l'ambassade de France."

Lors des [mêmes promotions en 2016](#), ces publicités étaient présentes aussi dans les magasins Shufersal des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée.

Toutes les colonies israéliennes sont illégales selon le droit international et la France, comme d'autres pays européens, affirme les rejeter.

Mais cette photo prise la semaine dernière par un militant israélien montre bien les promotions soutenues par le gouvernement dans le magasin Shufersal, au [17 Tzvia ve Yitzhak Street de la colonie Gilo](#) (voir plus bas).

On sait depuis longtemps que l'entreprise Shufersal tire profit de la colonisation, et la presse israélienne a rapporté qu'elle figure parmi les centaines d'entreprises de la [liste des Nations Unies](#) de compagnies faisant du commerce dans les colonies illégales.

Shufersal possède des branches dans les colonies à travers la Cisjordanie, y compris Jérusalem Est occupée, [selon Who Profits](#), une association qui fait des recherches sur les entreprises complices de l'occupation militaire et de la colonisation israélienne.

Shufersal achète et distribue également des produits des colonies.

Un ministre hollandais démissionne

En fin d'année dernière, l'ambassade hollandaise à Tel-Aviv [a signé un partenariat similaire](#) avec l'entreprise dans les colonies.

Questionné sur le sujet par des députés, le ministre hollandais des affaires étrangères, Halbe Zijlstra, [a trompé le parlement](#) en affirmant que la promotion chez Shufersal ne concernait pas les colonies. Des photos montrent le contraire.

Une lettre obtenue par des parlementaires [discrédite encore plus](#) l'affirmation de Zijlstra que l'ambassade de Hollande avait découragé les entreprises hollandaises d'opérer dans les colonies de Cisjordanie lorsqu'elle leur a demandé de participer à la promotion de Shufersal.

Des parlementaires [ont soumis des questions complémentaires](#), mais Zijlstra ne sera pas tenu responsable en tant que ministre des affaires étrangères.

Il a [démissionné de son poste](#) plus tôt ce mois-ci après avoir admis qu'il avait menti en disant avoir assisté à une rencontre avec Vladimir Poutine en 2006 lors de laquelle,

affirmait Zijlstra, le président russe avait exposé une stratégie d'expansion de la Russie.

Les représentants français semblent au moins aussi déterminés que leurs homologues hollandais à se soustraire à toute responsabilité.

Interrogé sur les raisons d'un nouveau partenariat entre la France et une des principales entreprises qui tirent profit de la colonisation, une source diplomatique française a déclaré à The Electronic Intifada que le partenariat de l'ambassade avec Shufersal "ne constitue en aucun cas un soutien à l'activité des colonies."

Les faits nous disent tout autre chose.

Traduction : Lauriane G. pour BDS France

Source : Electronic Intifada <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israel-propaganda-festival-canceled-french-university>